

## **ARRÊTÉ DE LA PRÉSIDENTE**

---

Déposé en Préfecture le : 23 JUIN 2023

Publié le : 26 JUIN 2023

---

### **PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION (SIMPLIFIÉE) N° 4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SEVRIER**

**La Présidente** du Grand Annecy,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5216-5 ;

**Vu** le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L410-1 et L411-2 ;

**Vu** le code de justice administrative et notamment ses articles R421-1 et R421-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2016-0056 du 29 juillet 2016 portant fusion de la Communauté de l'agglomération d'Annecy et des Communautés de communes du pays d'Alby, du pays de Fillière, de la rive gauche du lac d'Annecy et de la Tournette ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2018-0066 du 21 décembre 2018 approuvant les statuts du Grand Annecy ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal de Sevrier du 16 décembre 2013 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) de Sevrier ;

**Vu** la délibération du Conseil communautaire du Grand Annecy n° DEL-2021-244 du 30 septembre 2021 approuvant la modification n° 3 du plan local d'urbanisme (PLU) de Sevrier ;

**Vu** l'arrêté de la Présidente du Grand Annecy n° ARR-2022-12 du 11 février 2022 portant mise à jour n° 2 du plan local d'urbanisme (PLU) de Sevrier ;

**Considérant** la nécessité de modifier le PLU pour :

- prendre en compte le déféré préfectoral concernant l'annulation du permis de construire n° PC07426721X0041 du 10 mars 2022,
- modifier l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du centre pour prendre en compte les évolutions du projet,
- ajuster le règlement écrit pour préciser certaines règles, améliorer la compréhension de certaines et faciliter l'instruction après retour d'expérience ;

**Considérant** que l'adaptation du PLU sur ces points ne relève pas de la procédure de révision dans la mesure où elle n'est pas de nature à :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables,
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,

- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

**Considérant** que cette modification entre dans le cadre de l'article L153-45 du code de l'Urbanisme et qu'elle peut ainsi être effectuée selon une procédure simplifiée ;

**Considérant** que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative de la Présidente de l'EPCI.

## ARRÊTE

**Article 1** : il est décidé d'engager une procédure de modification simplifiée n° 4 du PLU de Sevrier, selon la procédure définie aux articles L153-45 et suivants du code de l'Urbanisme.

Elle a pour objet de :

- prendre en compte le déféré préfectoral concernant l'annulation du permis de construire n° PC07426721X0041 du 10 mars 2022 ;
- modifier l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du centre pour prendre en compte les évolutions du projet ;
- ajuster le règlement écrit pour préciser certaines règles, améliorer la compréhension de certaines et faciliter l'instruction après retour d'expérience.

**Article 2** : en application des articles L153-40 et L153-47 du code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n° 4 du PLU sera notifié au Maire de Sevrier, au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant sa mise à disposition. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier de mise à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée n° 4, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des avis qui ont été joints au dossier et des observations du public, sera soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

**Article 3** : le présent arrêté sera affiché en mairie de Sevrier et au siège du Grand Annecy pendant un mois. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera, en outre, mis en ligne sur le site Internet du Grand Annecy ([www.grandannecy.fr](http://www.grandannecy.fr)).

**Article 4** : le dossier de modification simplifiée n° 4 sera mis à disposition du public selon les modalités qui seront définies par délibération du Conseil communautaire, conformément aux dispositions du code de l'Urbanisme.

**Article 5** : la Présidente du Grand Annecy est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

**Article 6** : le présent arrêté peut être contesté :

- soit par recours gracieux auprès de la Présidente du Grand Annecy adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de deux mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration,

- soit en saisissant le Tribunal administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Fait à Annecy, le **23 JUIN 2023**

La Présidente,



Frédérique LARDET